Année XXII. N° 599 — 14 Octobre 1922

LE RÉVEIL
COMMUNISTE - ANARCHISTE.

SUISSE ET ITALIE
Abonnement : une année, fr. 5 ; six mois, fr. 2.50
Le numéro : 10 centimes

PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS
Adresser lettres et mandats :
LE RÉVEIL, *rue des Savoises, 6*, GENÈVE (Suisse)

UNION POSTALE UNIVERSELLE
Abonnement : une année, fr. 5 ; six mois, fr. 2.50
Le numéro : 10 centimes

Brochure à répandre pour les prochaines élections fédérales :

Errico MALATESTA

EN PÉRIODE ÉLECTORALE

DIALOGUE ENTRE OUVRIERS

Prix : 10 centimes

Anarchisme et Syndicalisme

I.

L'échange de vues — car nous ne nous étions pas proposé autre chose — que nous avons eu à Bienne sur le syndicalisme et l'anarchisme paraît avoir soulevé une certaine émotion chez nos camarades français et nous sommes pressés de mieux nous expliquer.

C'est, en somme, la même polémique que nous avions déjà eue avec James Guillaume, interrompue sur les instances de Kropotkine, qui craignait des divisions entre camarades et l'emploi de phrases malheureuses et blessantes. Et voyez, d'ailleurs, la différence d'opinions, qui peut résulter des différents milieux. En Italie, Malatesta passe aux yeux d'un certain nombre de camarades pour trop *syndicaliste ;* aux yeux de Colomer il a paru, au contraire, comme un ennemi du syndicalisme. Bien entendu, je n'entens pas répondre à la place de Malatesta, qui probablement le fera lui-même, mais comme je partage ces deux principales opinions en la matière, il est bon de les rappeler ici.

Lo première est que « le mouvement syndical ne peut contenir un principe révolutionnaire ». Malatesta dit avec raison *le mouvement syndical* et non *le syndicalisme*. En effet, en parlant de syndicats nous ne pouvons négliger leur action générale, telle qu'elle se manifeste dans tous les pays, pour considérer non plus cette *pratique* réelle, mais une spéciale *théorie* révolutionnaire que quelques écrivains ont cru pouvoir en tirer. C'est avec raison que certains réformistes italiens ont raillé ce syndicalisme théorique, en le définissant « le syndicalisme sans syndicats ». Car il est hors de doute que la très grande majorité des syndicats dans le monde entier, et spécialement les plus nombreux et les plus riches, se soucient fort peu de nos conceptions révolutionnaires et ont une pratique légale et étatiste même.

L'affirmation de Malatesta n'est à mon avis que la conclusion imposée par une expérience déjà longue. Nous verrons pourquoi, malgré cela, il ne faut pas négliger une action éminemment ouvrière qui, à un moment donné à la faveur des circonstances, pourrait fort bien renverser les cadres, dans lesquels sa nature même l'avait enfermée jusqu'alors.

Malatesta a ajouté encore que « les faibles syndicats du début à l'allure révolutionnaire deviennent, en se développant, en augmentant leurs effectifs, leur encaisse et leur puissance, de plus en plus légalitaires ».

Nous nous rappelons qu'à l'époque de notre tentative de former une Fédération des Unions Ouvrières de la Suisse romande, s'inspirant des principes de fédéralisme et d'action directe, les centralistes réformistes nous disaient précisément que notre tactique correspondait à l'enfanee des syndicats, mais qu'au fur et à mesure de leur croissance, ils renonceraient de plus en plus aux grèves pour avoir recours aux offices de conciliation, aux tribunaux d'arbitrage, aux contrats collectifs, aux dispositions légales, etc.

Nous protestions que plus nous serions nombreux, plus uous refuserions d'adhérer à de longues tractations, mais, à vrai dire, uous, les anarchistes, sommes restés seuls à être de cet avis. Le gros des syndiqués visant aux résultats tangibles et facilement gagnés par l'enseignement du moindre risque et du moindre effort redoutèrent de plus en plus la lutte directe et l'âge mûr de la savante diplomatie syndicale arriva bien vite. La sagesse légalitaire triompha des fauteurs de désordres, des chambardeurs, des pêcheurs en eau trouble, etc., moyennant aussi un fort nombre d'expulsions de grévistes étrangers.

Bref, notre expérience est venue donner entièrement raison à Malatesta sur le développement réactionnaire des syndicats. Si nous ne nous trompons pas, la France est toujours l'un des pays où le nombre des syndiqués comparativement à celui des salariés est toujours très bas... ce qui expliquerait que certains de ses syndicats ont encore de l'allure, mais nous vivons, hélas ! dans un pays où le syndicat devient de plus en plus obligatoire et... conservateur.

Sans doute, même les syndicats suisses sont amenés à lutter avant de s'entendre avec le patronat, mais ils ne sont pas mûs par le moindre principe révolutionnaire. La discussion n'a délibérément d'autre portée que celle entre tout acheteur cherchant le meilleur marché et tout vendeur visant à obtenir le plus haut prix. Le patron demande à acheter les bras de l'ouvrier pour fort peu, ce dernier essaie d'en obtenir quelques centimes en plus. D'aucuns se réjouissent fort de cela et nous disent : « Pas des mots, des faits ! » J'avoue que des faits semblables ne m'enthousiasment guère.

James Guillaume s'était fort indigné autrefois, parce que Malatesta avait osé écrire que « l'idée de transformer la société... doit être apportée du dehors dans l'organisation ouvrière ; elle n'y naît pas plus spontanément et nécessairement que dans les autres groupements humains ». Mais les preuves historiques que Guillaume prétendait donner de la *spontanéité* de l'idéal révolutionnaire des associations ouvrières en France et en Angleterre ne m'avaient pas convaincu (voir *la Vie Ouvrière,* n° 114, 20 juin 1914).

Les ouvriers poussés à bout se sont révoltés parfois, ont empêché une aggravation de l'exploitation et conquis même quelques droits ; mais ensuite, faute précisément d'une idée claire d'émancipation, ils n'ont pas su poursuivre d'une façon constante et décidée la lutte révolutionnaire. Les révoltés d'un jour, avant de s'insurger à nouveau, sont restés des années soumis, comme écrasés ; ensuite, ils ont, presque toujours, pris les voies légales, pour un but en rapport avec le maintien de l'exploitation capitaliste et rien de plus.

Pour finir, Guillaume résumait ainsi le débat :

> La différence entre nous est celle-ci : Vous pensez que le point de départ, c'est l'*idéal* révolutionnaire, et que la *lutte* du salarié contre le patron ne vient qu'après, comme conséquence de l'adoption de l'idéal ; je pense, au contraire, — et je crois avoir montré que les faits me donnent raison, — que le point de départ, c'est la *lutte,* et que l'*idéal* vient après, s'élaborant dans les cerveaux à mesure que les incidents de la bataille sociale le font naître et se développer.

C'est un peu la question de savoir si c'est l'œuf qui a fait la poule ou la poule qui a fait l'œuf. Question oiseuse. Personne parmi nous n'a jamais contesté qu'une idée ne peut découler que d'un fait. Si la Bible dit : « La parole était au commencement », nous sommes tous d'accord pour affirmer au contraire que le fait était au commencement. C'est là toute l'opposition de la science à la croyance.

Mais du fait de la *lutte* contre le patron, s'ensuit-il *nécessairement* l'idéal révolutionnaire ? L'expérience répond que ce n'est nullement le cas pour la plupart des ouvriers ; en réalité, pour faire des révolutionnaires, il faut une éducation, une propagande, une activité venant compléter celle du syndicat.

— Mais alors, — s'écriait Guillaume, et Colomer en a repris l'argument, — les anarchistes d'aujourd'hui voudraient, comme Marx autrefois, mettre les syndicats sous tutelle, les considérer « comme la création permanente d'un groupe d'hommes possédant une certaine doctrine sociale dont l'application doit émanciper le travail... »

Les anarchistes n'ont jamais reproché à personne de vouloir faire la propagande de ses idées et exercer son influence ; ils s'insurgent simplement contre ceux qui réclament des moyens de contrainte pour s'imposer et n'hésitent pas à recourir pour cela, comme Marx, à la calomnie et aux pires intrigues.

Bakounine, en parlant de la propagande des idées de l'Internationale et de l'organisation de l'action naturelle de ses membres sur les masses, avait fort bien dit :

> A quicouque prétendrait qu'une action ainsi organisée est encore un attentat à la liberté des masses, une tentative de créer une nouvelle puissance autoritaire, nous répondrons qu'il n'est ou bien qu'un sophiste ou un sot. ...
>
> Dans la nature comme dans la société humaine, qui n'est encore autre chose que cette même nature, tout ce qui vit ne vit qu'à cette condition suprême d'intervenir de la manière la plus positive, et aussi puissamment que le comporte sa nature, dans la vie d'autrui. L'abolition de cette influence mutuelle serait donc la mort. Et quand nous revendiquons la liberté des masses, nous ne prétendons nullement abolir aucune des influences naturelles ni d'aucun individu, ni d'aucun groupe d'individus qui exercent leur action sur elles ; ce que nous voulons, c'est l'abolition des influences artificielles, privilégiées, légales, officielles.

Ajoutons encore que nous n'avons jamais pu constater que le syndicat développe en son sein beaucoup d'idées ; la doctrine syndicaliste elle-même a été formulée surtout par ceux qui l'ont observée du dehors. Et il serait absurde de prétendre empêcher qu'on étudie les syndicats, afin de leur soumettre et propager ensuite les résultats de ces études.

L. B.

La révolution en pratique

L'article précédent était déjà composé, lorsque nous avons lu dans Umanità Nova *cet article sur la deuxième question traitée à Bienne :*

A la réunion tenue à Bienne à l'occasion du cinquantenaire du Congrès de Saint-Imier, le camarade Bertoni et moi avons exprimé des idées qui déplurent au camarade Colomer, au point de lui faire affirmer dans le *Libertaire* de Paris, sa certitude que ces idées sont opposées aux tendances les plus vivaces du mouvement anarchiste d'aujourd'hui et que si les camarades d'Allemagne, d'Espagne, de Russie, d'Amérique, etc. avaient été présents, ils auraient été comme lui-même, « émus et presque indignés ».

Selon moi, le camarade Colomer exagère un peu sa connaissance des tendances réelles de l'anarchisme. En tout cas, parler d'*indignation*, lorsqu'il s'agit d'une discussion où chacun cherche à apporter son honnête contribution à l'éclaircissement des idées, pour le plus grand avantage d'un but commun, est un terme pour le moins impropre. Mais il est préférable de continuer à discuter cordialement comme nous le fîmes à Bienne.

Bertoni saura certainement défendre ses conceptions dans le *Réveil*, je le ferai dans *Umanità Nova*, Colomer dans le *Libertaire;* d'autres camarades interviendront, je l'espère, dans la discussion ; et ce sera un avantage pour tous, si chacun a soin dans les traductions imposées par la diversité des langues, de ne pas dénaturer la pensée du contradicteur. Et personne ne s'indignera d'entendre dire des choses auxquelles il n'avait jamais pensé.

A Bienne les discussions portèrent sur deux questions : *Syndicalisme et anarchisme* et *L'action des anarchistes au début d'une iusurrection.* Je reparlerai une autre fois et sans hâte de la première de ces questions, car les lecteurs d'*Umanità Nova* doivent déjà savoir ce que j'en pense. Je m'expliquerai maintenant sur ce que j'ai dit sur la seconde de ces questions.

* * *

Nous voulons faire la révolution le plus tôt possible, mettant à profit toutes les occasions qui pourraient se présenter.

A part un petit nombre d'*éducationnistes*, qui croient à la possibilité d'élever la masse aux idéalités anarchiques, avant que se soit opéré le changement des conditions matérielles et morales où elle vit, et remettent ainsi la révolution au temps où tout le monde sera capable de vivre anarchiquement, les anarchistes sont tous d'accord pour renverser dès que possible les régimes en vigueur ; ils sont même souvent seuls à témoigner une volonté réelle de le faire.

D'ailleurs des révolutions se sont faites, se font et se feront encore indépendammeni de la volonté et de l'action des anarchistes. Ceux-ci n'étant qu'une très petite minorité de la population et l'anarchie ne pouvant s'établir par la force, par l'imposition violente de quelques-uns, il est clair que les révolutions passées et celles d'un prochain avenir n'on pas été et ne pourront être des révolutions anarchistes.

Il y a deux ans, la révolution était prête à éclater en Italie et nous faisions tout ce qui était en notre pouvoir pour la faire éclater, qualifiant de traîtres au prolétariat les socialistes et les membres de la Confédération du Travail qui à l'occasion des mouvements contre la vie chère, des grèves du Piémont, du soulèvement d'Ancône, de l'occupation des fabriques, brisèrent l'élan des masses et sauvèrent le branlant régime monarchique.

Qu'aurions-nous fait si la révolution avait réellement éclaté?

Que ferons-nous dans la révolution qui éclatera demain? Qu'ont fait, qu'auraient pu ou dû faire nos camarades dans les récentes révolutions en Rnssie, en Bavière, en Hongrie et ailleurs?

Nous ne pouvons pas établir l'anarchie ou du moins étendre l'anarchie à toute une population et à tous les rapports sociaux, parce que jusqu'à présent aucune population n'est anarchiste, et nous ne pouvons non plus accepter un nouveau régime sans renoncer à nos aspirations et perdre toute raison d'être en tant qu'anarchistes. Dès lors que pouvons-nous et devons-nous faire? Tel est le problème posé à Bienne et d'un intérêt primordial à l'heure actuelle si pleine de possibilités, puisque nous pourrions nous trouver tout à coup en présence de situations telles que nous serions contraints d'agir immédiatement et sans hésitation ou de nous retirer de la lutte après avoir facilité la victoire de nos adversaires.

Il ne s'agissait pas de dépeindre une révolution comme nous la souhaiterions, une vraie révolution anarchiste, possible si tous ou tout au moins la grande majorité des hommes habitant un territoire donné étaient anarchistes. Il s'agissait, au contraire, de chercher ce qu'il y aurait de mieux à faire en faveur de la cause anarchiste dans une révolution sociale pouvant survenir actuellement.

Les partis autoritaires ont un programme déterminé et entendent l'imposer par la force; à cet effet, ils aspirent à s'emparer du pouvoir, peu leur importe que ce soit par des moyens légaux ou non, et transformer ainsi la société à leur guise au moyen d'une législation nouvelle. De là provient le fait que ces partis révolutionnaires en paroles et souvent même en intentions, hésitent ensuite à faire la révolution quand l'occasion s'en présente : ils ne sont pas sûrs de l'acquiescement, même passif, de la majorité, ils n'ont pas les forces militaires suffisantes pour faire exécuter leurs ordres sur tout le territoire, manquent d'hommes compétents dévoués dans l'infinité des branches d'activité sociale... et sont ainsi amenés à remettre toujours l'action à plus tard, jusqu'à ce que le soulèvement populaire les hisse presque malgré eux au pouvoir où ils voudraient ensuite rester indéfiniment et cherchent dans ce but à refréner, diriger, arrêter la révolution qui les a élevés.

Nous, au contraire, avons un idéal pour lequel nous combattons, que nous voudrions voir réalisé, mais nous ne croyons pas qu'un idéal de liberté, de justice, d'amour puisse être réalisé au moyen de la violence gouvernementale.

Nous ne voulons pas conquérir le pouvoir et ne voulons que personne le conquière. Si nous ne pouvons empêcher, faute de forces suffisantes, des gouvernements de se constituer et d'exister, nous tâchons et tâcherons toujours que ces gouvernements soient et restent les plus faibles possibles et c'est pourquoi nous sommes toujours prêts à agir lorsqu'il s'agit d'abattre ou d'affaiblir un gouvernement sans trop (je dis sans trop et non, pas du tout) nous préoccuper de ce qui arrivera.

Pour nous la violence ne sert et ne saurait servir qu'à repousser la violence et lorsqu'elle sert, au contraire, à des buts positifs, ou elle fait complètement faillite, ou elle réussit à établir l'oppression et l'exploitation des uns par les autres.

La constitution d'une société d'hommes libres et son amélioration progressive, ne peut être que le résultat de la libre évolution; et notre tâche d'anarchistes est précisément de défendre, d'assurer la liberté de l'évolution.

Abattre et concourir à abattre le pouvoir politique quel qu'il soit avec toute la séquelle de forces répressives qui le soutiennent; empêcher ou tâcher d'empêcher la constitution de nouveaux gouvernements, de nouvelles forces répressives et en tout cas ne jamais reconnaître aucun gouvernement, et être toujours en lutte contre lui, en réclamant, et si possible en exigeant même de force, le droit de nous organiser, de vivre comme bon nous semble et d'expérimenter les forces sociales qui nous paraissent les meilleures, toujours sous réserve bien entendu de respecter une égale liberté chez autrui: voilà notre mission.

En dehors de cette lutte contre le joug gouvernemental qui engendre et rend possible l'exploitation capitaliste — après avoir incité et aidé la masse du peuple à s'emparer de la richesse existante et spécialement des moyens de production, après être arrivés à ce que personne ne puisse imposer sa volonté à d'autres par la violence et que personne ne puisse prendre à d'autres, par la force, le produit de leur travail, — nous ne pourrions plus agir qu'au moyen de la propagande et par l'exemple.

Détruire les institutions, les mécanismes, les organisations sociales existantes ? Certes, s'il s'agit d'institutions répressives ; mais celles-ci ne sont que peu de chose dans la complexité de la vie sociale. Police, armée, prisons, magistrature, moyens puissants pour le mal, n'exercent qu'une fonction parasitaire. Il en est tout autre des institutions qui, bien ou mal, arrivent à assurer la vie à l'humanité, et ces institutions-là ne sauraient être détruites utilement, sans être remplacées par quelque chose de mieux.

L'échange des matières premières et des produits, la distribution des denrées alimentaires, les chemins de fer, les postes et tous les services publics exploités par l'Etat ou les particuliers, ont été organisés de manière à servir des intérêts monopolisés et capitalistes, mais répondant aussi à un besoin réel de la population. Nous ne pouvons les désorganiser (et d'ailleurs la population intéressée ne le permettrait pas), à moins de les réorganiser en mieux. Et ceci ne saurait être fait en un jour, et nous ne serions capables actuellement de le faire. Très heureux donc si, en attendant que les anarchistes soient à même d'y pourvoir, d'autres s'en acquittent à leur place, même avec des méthodes diverses des nôtres.

La vie sociale n'admet pas d'interruption. Les gens veulent vivre le jour de la révolution, le jour d'après et tous les jours qui suivront.

Gare à nous, gare à l'avenir de nos idées, si nous devions assumer la responsabilité d'une destruction insensée, qui compromettrait la continuité de la vie !

* * *

En discutant à Bienne de ces choses, la question de l'argent vint sur le tapis, question grave entre toutes.

D'habitude, dans nos milieux, la question est résolue de façon simpliste en disant que l'argent devra être aboli. Et ce serait parfait s'il s'agissait d'une société anarchiste ou d'une hypothétique révolution à faire d'ici cent ans et toujours dans l'hypothèse que les masses puissent devenir anarchistes et communistes avant qu'une révolution ait changé radicalement leurs conditions de vie.

Mais aujourd'hui la question est bien autrement compliquée. L'argent est un puissant moyen d'exploitation et d'oppression ; mais il est aussi le seul moyen (en dehors de la plus tyrannique dictature ou du plus idyllique accord) imaginé jusqu'à présent par l'intelligence humaine pour régler automatiquement la production et la répartition.

Pour le moment, plutôt que de se préoccuper de l'abolition de l'argent, conviendrait-il peut-être mieux de chercher un mode pour que l'argent représente réellement l'effort utile accompli par celui qui le possède.

Mais venons-en à la pratique immédiate qui fit en réalité l'objet de la discussion de Bienne.

Imaginons que demain advienne une insurrection victorieuse. Anarchie ou non il faudra que la population continue à manger et satisfasse ses besoins primordiaux. Il faudra que les grandes villes soient approvisionnées plus ou moins comme à l'ordinaire. Si les paysans et les charretiers, etc., refusent de livrer les articles qu'ils détiennent et leurs services gratuitement, sans recevoir l'argent qu'ils ont l'habitude de considérer comme la richesse réelle, que ferons-nous ?

Les obliger par la force ? Alors adieu anarchie, mais adieu sans aucun changement en mieux, la Russie nous l'enseigne.

Mais, répondent généralement les camarades, les paysans comprendront les avantages du communisme ou tout au moins de l'échange direct des marchandises ?

Très bien. Mais certes pas en un jour et les gens ne peuvent rester sans manger, pas même un jour.

Je n'entendais pas proposer des solutions. J'entends plutôt attirer l'attention des camarades sur de très graves problèmes devant lesquels peut nous placer la réalité de demain.

Que les camarades nous apportent leurs lumières sur la question; et que notre ami et camarade Colomer ne se scandalise, ni ne s'indigne.

Si ce sont là des questions nouvelles pour lui, ce n'est pas d'un anarchiste de tant s'effarer du nouveau.

Errico Malatesta.

La liberté c'est ce qui fait l'homme. L'esclave qui accepte sa condition d'esclave n'est pas un homme. Ce n'est encore qu'une bête de somme à deux pieds.

L'homme n'est pas fait pour avoir un maître ou des maîtres. L'homme ne doit pas obéir. S'il pouvait y avoir des raisons essentielles pour que Pierre *obéit à* Paul, *il y en aurait autant pour que* Paul *obéit à* Pierre : *ou bien* Paul *et* Pierre *ne seraient pas de la même espèce.*

V. Considérant.

Pierre KROPOTKINE

Nous venons d'éditer deux cartes postales avec la dernière photographie (novembre 1920) de Pierre Kropotkine. Prix : 10 cent.

La Première Internationale

Des camarades nous ont demandé de publier le discours prononcé par Malatesta à Saint-Imier. Les idées exposées dans sa première partie, se trouvent intégralement dans l'article ci dessous ; quant à la seconce partie — un exposé critique de notre tactique — nons n'osons le résumer d'après nos souvenirs, sachant ne pouvoir en rendre la simplicité, la clarté et la précision.

* * *

L'Association Internationale des Travailleurs ébauchée en 1862 et née définitivement à Londres en septembre 1864 avait du coup changé les formes de la lutte pour le progrès et l'émancipation humaine.

Jusque là, lorsque les masses ouvrières s'occupaient de questions politiques et sociales, c'était pour le compte et à la suite des partis bourgeois et elles espéraient tout de l'arrivée au pouvoir d'hommes et de gouvernements meilleurs. Il manquait au prolétariat la conscience de classe, la conscience de l'antagonisme d'intérêts entre celui qui travaille et celui qui vit du travail des autres, la conscience de l'injustice fondamentale dont dérivent les maux sociaux et c'est pourquoi la grande majorité, la presque totalité des travailleurs même les plus avancés, n'aspiraient qu'à des changements superficiels de formes de gouvernement et à de petites réformes qui laissaient intact le droit de quelques-uns au monopole des moyens de production et par ce fait à une véritable domination sur toute la vie sociale.

Avec l'Internationale fondée sur l'initiative de quelques hommes qui, à cette époque, comprenaient le vrai sens de la question sociale et la nécessité de soustraire les travailleurs à la direction des partis bourgeois, commença une ère nouvelle. Les travailleurs qui avaient toujours été une force matérielle au service d'autres hommes, bien ou mal intentionnés, apparurent alors comme le facteur principal de l'histoire du monde. En luttant pour leur propre émancipation, ils savaient lutter pour le bien de tous, pour le progrès humain, pour la fondation d'une civilisation supérieure.

L'Internationale détacha les travailleurs de la suite des partis bourgeois et leur donna une conscience de classe, un programme et une politique propres ; souleva et discuta les questions sociales les plus vitales, élabora tout le socialisme moderne que quelques écrivains prétendirent ensuite être issu de leur cerveau ; elle fit trembler les puissants, suscita d'ardents espoirs chez les opprimés, inspira des sacrifices et des héroïsmes... et lorsqu'elle sembla le plus près d'enterrer la société capitaliste, elle se disloqua et mourut.

Pourquoi ?

On a l'habitude d'attribuer la dissolution de l'Internationale soit aux persécutions, soit à des luttes personnelles intestines, soit à son mode d'organisation ou à toutes ces causes réunies.

Je pense autrement.

Les persécutions auraient été impuissantes à dissoudre l'Internationale et souvent même aidaient à sa popularité et à son accroissement.

Les luttes personnelles ne furent en réalité que choses secondaires et tant que le mouvement fut en pleine vitalité, elles servirent plutôt à stimuler l'activité des divers groupes et des individus les plus en vue.

Le mode d'organisation devenu centraliste et autoritaire de par l'œuvre du Conseil général de Londres et spécialement de Carl Marx, qui en était l'âme, conduisit en réalité à la scission de l'Internationale en deux branches; mais la branche fédéraliste et anarchiste qui comprenait les fédérations de l'Espagne, de l'Italie, de la Suisse romande, de la Belgique, du Midi de la France, ainsi que des sections isolées d'autres pays, survécut de peu à la branche autoritaire.

On dira que dans la branche anarchiste le ver rongeur de l'autoritarisme subsistait également et que là aussi peu d'individus agissaient entièrement à leur guise au nom de la masse qui passivement les suivait ; et c'est vrai. Toutefois il convient de noter que dans ce cas l'autoritarisme n'était pas voulu et n'existait pas dans les formes de l'organisation, ni dans les principes dont elle s'inspirait ; mais il était la conséquence naturelle, nécessaire du fait auquel j'attribue essentiellement la dissolution de l'association et que je vais exposer.

Dans l'Internationale fondée comme fédération de sociétés de résistance afin de donner une plus large bass à la lutte économique contre le capitalisme, se manifestèrent bientôt deux tendances, l'une autoritaire, l'autre libertaire, qui divisèrent les internationalistes en fédérations ennemies. Celles-ci prirent les noms, du moins dans leurs ailes extrêmes, de Marx et de Bakounine.

Les uns voulaient faire de l'Association un corps discipliné sous les ordres d'un comité central, les autres voulaient qu'elle fût une libre fédération de groupes autonomes ; les uns voulaient soumettre la masse pour faire selon le vieux préjugé autoritaire son bonheur malgré elle, les autres la voulaient soulever et l'amener à se libérer elle-même. Mais un trait commun caractérisait les inspirateurs des deux fractions qui prêtaient à la masse des associés leurs propres idées pensant l'avoir convertie, alors qu'ils n'en avaient obtenu qu'une adhésion plus ou moins inconsciente.

C'est ainsi que nous vîmes l'Internationale devenir rapidement mutualiste, collectiviste, communiste, révolutionnaire, anarchiste avec une rapidité d'évolution, témoignée par les discussions des congrès et des périodiques, mais qui ne pouvait correspondre à une évolution réelle et simultanée de la grande masse des associés.

Comme il n'y avait pas d'organes distincts pour la lutte économique et la lutte politique et d'idées, et que chaque internationaliste déployait au sein de l'Internationale toute son activité de pensée et d'action, il en résultait nécessairement ou que les individus les plus avancés auraient dû s'abaisser et se maintenir au niveau de la masse arriérée et lente ou, comme il advint, progresser et évoluer avec l'illusion que la masse les comprenait et les suivait.

Les éléments les plus avancés étudièrent, discutèrent, découvrirent les besoins du peuple, formulèrent en programmes concrets les vagues aspirations de la masse, affirmèrent le socialisme, l'anarchisme, prédirent l'avenir et le préparèrent : mais ils tuèrent l'Association. L'épée avait usé le fourreau.

Je ne dis pas que ce fut un mal. Si l'Internationale était restée une simple organisation de résistance, et n'avait pas été agitée par les orages de la pensée et les passions de parti, elle aurait duré comme durent les Trades Unions anglaises inutiles et peut-être nuisibles pour la cause de l'émancipation humaine. Mieux vaut qu'elle soit morte en jetant au vent une semence féconde : d'elle, en effet, naquirent le mouvement socialiste et le mouvement anarchiste.

Mais aujonrd'hui, il ne faut pas et on ne doit pas refaire l'Internationale d'autrefois. Aujourd'hui, existent des mouvements socialistes et anarchistes très développés. Et aujourd'hui l'illusion et l'équivoque où vécut et mourut l'ancienne Internationale ne sont plus possibles.

Les causes qui tuèrent l'ancienne Internationale des Travailleurs, soit d'une part l'antagonisme entre autoritaires et libertaires et d'autre part l'écart entre les hommes d'idées et la masse demi-consciente, mue uniquement par l'intérêt, sont toujours pareilles et empêchent la formation, le développement es la durée d'une Internationale qui soit comme la première en même temps société de résistance économique, creuset d'idées et association révolutionnaire.

Une nouvelle Internationale (je parle d'une association de travailleurs réunis en tant que travailleurs, et non d'associations fondées sur une communauté d'idées et des buts révolutionnaires), une nouvelle Internationale des Travailleurs, dis-je, pour être viable et remplir sa mission doit tendre à réunir tous les travailleurs ou le plus possible de travailleurs, sans distinction d'opinions sociales, politiques ou religieuses, pour la lutte contre le capitalisme. A cet effet, elle ne sera ni individualiste, ni collectiviste, ni communiste. Elle ne devra être ni monarchiste, ni républicaine, ni anarchiste, ni religieuse, ni irreligieuse. Unique idée commune, unique condition d'admissio n: vouloir combattre les patrons.

La haine du patron est le commencement du salut.

Si ensuite, éclairée par la propagande, entraînée par la lutte à remonter à la source des maux sociaux et à en rechercher le remède, stimulée par l'exemple des partis révolutionnaires, poussée par la réactiou patronale, la masse des associés aboutit à des affirmations socialistes, anarchistes, anticléricales, tant mieux, parce qu'alors le progrès serait réel et non illusoire.

Au fond, c'est là le but, l'espoir qui fait que nous nous intéressons au mouvement ouvrier.

Errico Malatesta.

L'affaire Sancini

Nous avons déjà parlé dans notre partie italienne de cette affaire, dont nous trouvons dans la *Tribune de Genève*, du 10 courant, le récit suivant :

Le 4 juin écoulé, la police de sûreté gencvoise procédait, à la rue de la Navigation, aux Pâquis, à l'arrestatian d'un instituteur italien, Manlio Sancini, né en 1897, a Sant'Arcangelo di Romagna. L'arrestation fut opérée en vertu d'un mandat d'arrêt décerné par le Département fédéral de justice et police agissant à la demande de ta Légation d'Italie à Berne. L'instituteur avait été condamné par défaut le 29 novembre 1920, à deux ans et demie de réclusion pour incendie d'un hangar et d'une machine agricole, propriété de la coopérative *La Popolare*, de Modigliana (Toscane).

Dès son incarcération à la prison de Saint-Antoine, Manlio Sancini fit appeler Me Louis Willemin, avocat, auquel il fit part de son refus de se laisser extrader en Italie.

— Il s'agit, dit-il, d'un délit politique et, d'ailleurs, je ne suis pour rien dans les faits criminels qui me sont reprochés.

Me Willemin adressa un mémoire détaillé à la Division de police du Département fédéral de justice et police et, le 19 juillet dernier, l'instituteur républicain, était remis en liberté provisoire, soit après 45 jours de détention.

L'affaire semblait vouloir s'arranger, mais arriva la nouvelle de la confirmation par la Cour d'appel de Florence du premier jugement condamnant Sancini à deux ans de réclusion.

Avisé de cette décision, Manlio Sancini, qui était resté paisiblement à Genève, fit opposition à ce nouvel arrêt et l'affaire fut transmise à la Cour de cassation de Rome, qui jugera en dernier ressort le 29 octobre prochain.

Il n'y avait donc pas péril en la demeure, mais le gouvernement italien en jugea autrement.

C'est ainsi que la Légation d'Italie à Berne fut priée de réclamer à nouveau l'arrestation et l'extradition immédiate de l'instituteur républicain.

« Mon gouvernement, écrivit le ministre d'Italie au Département fédéral de justice et police, estime que les faits reprochés à Sancini constituent un délit de droit commun. Toute question de délit politique doit être écartée. »

Force fut à M. Delaquis, chef de la Division de police au Département fédéral de justice et police, de donner suite à cette nouvelle demande du gouvernement italien et, lundi soir, deux agents de la sûreté procédaient pour la seconde fois à l'arrestation de Manlio Sancini.

Pour qui connaît la situation actuelle de l'Italie, nul doute que nous sommes en présence d'un délit politique. S'il s'agissait d'un anarchiste, nul espoir ne serait permis ; la jurisprudence suisse veut qu'un acte anarchiste ne soit jamais politique ; mais il s'agit ici d'un républicain connu comme tel et nous souhaitons ardemment que justice lui soit rendue.

Mensonge du dogmatisme.

Nous ne sommes pas des sectaires, nous ne proscrivons aucune croyance, nous n'interdisons à personne de chercher ses consolations où il les trouve. Mais nous ne nous lasserons pas de dénoncer le mensonge d'un dogmatisme qui, renversant l'ordre des certitudes, prétend fonder la vie pratique sur l'inconnu, sur l'inconnaissable, et, détournant l'homme de sa vraie tâche, à l'effort vers la justice humaine substitue l'attente de la justice divine. La relativité de notre connaissance qui ne porte que sur les phénomènes et sur leurs lois, n'autorise aucune affirmation sur l'absolu. Il faut maintenir ce qui ne peut plus être nié, ce que les contradictions des métaphysiques et des théologies suffiraient à établir, que les vérités transcendantes, existence de Dieu immortalité de l'âme, ne sont ni des vérités intuitives, ni des vérités démontrées, qu'elles sont, par suite, de simples hypothèses, j'ajoute des hypothèses qui, en répondant pas aux conditions des hypothèses scientifiques, puisque les faits ne les vérifient pas, laissent toujours place à un doute légitime.

Gabriel Séailles.

Aux camarades.

Tous les camarades sont instamment invilés à assister aux réunions du Groupe, chaque jeudi soir, au local habituel. Causerie et discussion.

Tout ou rien

Nous nons sommes souvent vu reprocher la théorie du tout ou rien, aboutissant selon nos socialistes les plus « scientifiques » au rien du tout. Or, plus d'un demi-siècle de propagande graduelle nous a bien donné une foule de réformes et des lois, mais le *tout* en rapport avec le fonctionnement et le maintien du régime capitalisme, tandis que pour le socialisme nous n'avons eu *rien du tout.*

Ajoutons que la question de la paix était aussi une question du tout ou rien : ou la paix partout ou pour finir rien que la guerre. Et savamment, grâce à une action graduelle qui, avec l'augmentation année par année des électeurs et élus socialistes, nous donnait celle des armées et des armements, nous avons eu la guerre mondiale.

La tragique expérience ne paraît pas avoir servi à grand'chose, puisque foin du « tout ou rien » ! Le monde du travail continue à faire et à subir le service militaire, tout en souhaitant la paix. De même, il ne voit rien de plus que la reconstruction capitaliste. tout en sachant que le capitalisme aboutit à la destruction par la guerre. Si bien qu'en somme le principe du tout ou rien trouve bien son application. mais au rebours de l'intérêt des travailleurs. Tout pour le régime bourgeois et rien pour la transformation sociale !

Ces réflexions nous ont été suggérées par la lecture dans un journal scientifique de Paris, *Savoir*, de l'article suivant :

La loi du « tout ou rien » en biologie

Cette loi d'appellation bizarre est une des plus importantes en biologie. Elle n'est d'ailleurs pas spéciale à la science des êtres vivants, puisqu'on la retrouve à propos des phénomènes les plus communs. Sa généralité même est un de ses principaux caractères.

Mettons un corps sur un plateau d'une balance et des poids sur l'autre. Si la balance est sensible, le fléau restera immobile *tant que* les poids marqués ne seront pas égaux aux poids du corps. *Dès que* l'égalité sera obtenue, le fléau se déplacera vers une nouvelle position d'équilibre. Il n'y a pas d'intermédiaire entre l'une et l'autre position. C'est *l'une ou l'autre, tout ou rien.*

Autre exemple : le sang humain contient normalement un gramme de sucre (glucose) par litre et l'urine n'en contient pas. *Tant que* la teneur en glucose du sang ne dépasse pas 2,5 pour mille, l'urine n'est point sucrée ; mais elle le devient *dès que* le sang se sucre davantage. On compare cela à un seuil qui séparerait deux compartiments voisins. Si l'un d'eux est envahi par l'inondation, l'autre ne le devient à son tour qu'au moment où le niveau de l'eau dans le premier compartiment atteint la hauteur du seuil. Une différence de niveau théoriquement infiniment petite, suffit pour que le second soit inondé ou ne le soit pas.

Récemment, M. Pézard, auteur de remarquables travaux sur le conditionnement physiologique des caractères sexuels secondaires des oiseanx, a mis en évidence une nouvelle application de la loi du « tout ou rien » en biologie. On sait que la crête des coqs est conditionnée par leurs glandes génitales. Si on enlève les testicules à un coq, sa crête diminue rapidement de volume et disparaît presque toute. Si on lui greffe ensuite un morceau de testicule provenant d'un autre coq, sa crête reprend vie, en quelque sorte, se développe et redevient rutilante. Or il suffit pour cela de greffer plus de 0,5 gramme de substance testiculaire. Au dessous de cette quantité, aucun résultat (*rien*). Dès que la quantité limite est atteinte, la crête se développe au contraire d'une manière complète (*tout*). Il n'y a pas d'intermédiaire entre l'atrophie et le développement total, entre rien et tout.

La même loi s'applique encore et dans les mêmes conditions au cobaye. Trois savants esthoniens, Ottou, Lipschutz e Wagner, viennent, en effet, d'établir l'existence d'un poids limite de testicule qui est nécessaire et suffisant pour masculiniser complètement un cobaye mâle châtré dès sa jeunesse et ayant perdu par suite tous les attributs extérieurs de son sexe.

Il est vraisemblable que la loi du « tout ou rien » se montrera de plus en plus féconde dans l'étude des êtres vivants. Sa généralité est précisément une des preuves de l'uniformité de tous les phénomènes de la nature et de l'importance de la notion des états d'équilibre de la matière, que celle-ci soit vivante ou inanimée.

* * *

Comparaison n'est pas raison et il faut toujours se méfier des raisonnements par analogie, mais la généralité de la loi du tout ou rien *en biologie est bien propre à nous expliquer comment elle peut aussi, pour finir, trouver son application en sociologie. Elle nous paraît avoir une valeur nettement révolutionnaire dans les multiples déductions qui peuvent en être faites.*

Avant la tempête

Les masses laborieuses, jetées par nos maîtres dans la plus épouvantable des guerres, sont maintenues aujourd'hui dans une misère de plus en plus profonde, alors que les banques regorgent d'or, que les spéculateurs continuent à entasser, que les mercantis s'engraissent et que se multiplient pour la haute noce internationale les fêtes et les lieux de plaisir.

Les prolétaires, obligés de verser leur sang pour les plus grands profits des capitalistes, doivent aujourd'hui faire les frais de la guerre. C'est en rognant les salaires qu'on prétend reconstituer le monde. C'est en prenant aux pauvres qu'on veut maintenir les bénéfices des fortunés. C'est au dénûment des ouvriers qu'on impose d'augmenter encore le superflu des millionnaires.

La peau, le sang, la force, le travail des salariés, comme le sol, le sous-sol, les matières premières, les moyens de production, les ressources monétaires accumulées, appartiennent à la classe la plus égoïste, la plus cruelle, la plus odieuse qui ait jamais existé.

Tout est en possession de nos maîtres. Ils accaparent tout. Nous n'avons pas même le droit de travailler. Et quand on consent à nous faire travailler, c'est pour nous exploiter comme producteurs d'abord, comme consommateurs ensuite.

Victimes de l'industrialisme et victimes du mercantilisme, la route de la vie est pour nous âpre, aride, épuisante. A droite, à gauche, les frais bocages, les vergers sont aux oisifs. Nous peinons, nous suons pour eux ; ils jouissent pour uous.

Voyez les villes. Aux travailleurs, les quartiers malsains, méphitiques ; aux improductifs les boulevards ensoleillés, les maisons spacieuses et belles, et tout le confort, et les villas, et les beaux points de vue.

La guerre dn Droit et de la Justice n'a rien changé. Ou plutôt elle a changé notre misère en une misère plus profonde.

Mais de grandes convulsions s'annoncent. Nos maîtres, comptant sur notre impréparation, cherchent à les provoquer déjà. Et ils seront féroces. Question de force, disait Clemenceau, et par force il faut entendre les plus abominables cruautés, la sauvagerie civilisée, mille et mille fois pire que la sauvagerie primitive.

L'heure n'est donc plus aux phrases, aux meetings de protestation. Nous sommes acculés peu à pen à la guerre sociale. Comme ils ont déterminé l'autre, nos maîtres préméditent celle-ci. Leur christianisme est prêt à tout, leurs mitrailleuses, leurs avions de police, leurs escadrons, tout leur outillage de meurtre, et les bénédictions du Dieu des armées.

« Frère, il faut mourir ! » disaient en s'abordant les trappistes qui menaient le deuil de leur époque.

Frères, beaucoup d'entre nous mourront plus tôt qu'ils ne le devraient. Mais du moins, sans économiser nos efforts, sachons économiser nos vies. Il faudra que chacun de nos morts soient payé au centuple. Nous n'avons rien à attendre de nos maîtres, aucune pitié, aucune grâce. Leur justice n'est qu'un mot. Ils ne connaissent qu'un droit, le leur. Saurons-nous soutenir le nôtre ?

XX.

C'est payer trop cher l'extension du commerce national si elle doit faire naître une classe malheureuse et souffrante. Sismondi.

Aveux bourgeois

Quelle humiliation ! quelle honte ! La France est une démocratie ; elle le croit du moins. Elle a l'illusion de diriger elle-même ses propres affaires. Pur décor.

Les ministres ne sont que les commis chargés d'exécuter les ordres des grands financiers, les pantins dont la haute finance tire les ficelles.

Millerand (*La Lanterne*, 13 octobre 1897).

Après avoir « liquidé » les milliards des Congrégations, et, en qualité de ministre de la guerre, rétabli les retraites militaires, ce qui lui valut le fervent attachement de tous les cocardiers de France, M. Millerand — vainqueur au poteau de M. Clemenceau — est parvenu à la présinence de la République. Il connaissait si parfaitement la voie à suivre !

* * *

De son côté, M. Emile Faguet écrivait, il y a *vingt cinq ans :*

Le nouveau roi du monde (le financier), en pesant sur les centres du marché universel, pèse sur toutes les transactions de la planète. Son métier est précisément de les prévoir pour les gouverner, de les diriger, de les aiguiller dans tel ou tel sens favorable à ses intérêts, de s'opposer de toute sa force à tel événement qui serait préjudiciable à telle combinaison fructueuse, de provoquer tel incident ou événement qui est favorable à tel projet (y compris la guerre ! *Réd.*). Il est donc forcé, ne voulût-il point, d'avoir un pouvoir politique ; il l'a par son argent, créant des journaux, tuant par la concurrence les journaux qui lui seraient hostiles, pesant ainsi sur les élections et par suite sur le gouvernement et sur la politique tout entière ; faisant les frais d'hommes politiques qu'il aura désormais à sa dévotion... ; glissant partout, dans les bureaux de rédaction, dans les comités électoraux, dans les commissions parlementaires, dans les bureaux des ministères, sa main souple, puissante et secrète, qui souvent fait agir, et énergiquement, les hommes à cent lieues de savoir qu'ils agissent par elle.

Et Faguet de conclure qu'« il y a, sous tous les gouvernements officiels de la planète, des gouvernements occultes qui dirigent tout sans paraître, et qui élaborent la vie politique sans qu'il semble qu'ils s'y mêlent ».

* * *

M. Ladd, sénateur du Dakota-Nord, il y a trois mois, disait au Congrès de Washington :

Nous avons une petite coterie de banquiers qui ont manifestement des pouvoirs plus étendus que le gouvernement. Ils dominent la situation financière...

Les grandes banques ont émergé de la guerre avec un degré de puissance et d'influence qu'aucune autre institution n'a égalé dans le cours de l'histoire...

L'aveu est sans fard. Il n'est plus niable que la finance mène le monde, tient tous les rouages, tous les leviers, tous les fils et toutes les ficelles.

Les responsables de la guerre ? Ecoutez le maréchal de Moltke : « De nos jours la Bourse a pris une influence telle que, pour la défense de ses intérêts, elle peut faire entrer les armées en campagne. »

C'est le despotisme de l'argent qui nous a valu la guerre, et c'est au despotisme de l'argeut que nous devons cette après-guerre épouvantable où la finance, spéculant sur la misère, emplit les coffres qui regorgent.

En vente au RÉVEIL :

BAKOUNINE. Œuvres, six volumes. Chaque volume séparément	2 50
— L'organisation de l'Internationale	— 05
H.-E. DROZ. Du Rêve à l'Action, poésies	2 50
H. de FITZ-JAMES. La guerre et l'exploitation de la crédulité (Trois conférences)	— 30
F. ROUGE. Chansons pour rire rouge et jaune	— 20
Charles MALATO. L'assassinat de Ferrer	— 10
P. KROPOTKINE. Aux jeunes gens	— 10
— La Loi et l'Autorité	— 10
— L'esprit de révolte	— 10
— L'idée révolutionnaire dans la révolution	— 10
— L'action anarchiste dans la révolution	— 10
— Lettre aux ouvriers occidentaux	— 05
Aristide BRIAND. La Grève générale et la Révolution	— 10
Richard WAGNER als Revolutionär	— 10

Cinquante pièces en un acte à tendances sociales à 75 cent. et 1 franc la pièce.

Impr. Buzzi-Macherel, Genève.